

**COMMISSION PARITAIRE DES ENTREPRISES
D'ASSURANCES (CP 306)**

**Convention collective de
travail du 6 décembre 2021
relative au crédit-temps ^{emploi}
^{de fin} de carrière pour les
travailleurs bénéficiant d'une
longue carrière**

Champ d'application

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des entreprises d'assurances.

Application de la CCT nr 156

Article 2

En application de la convention collective de travail n° 156 du 15 juillet 2021, l'âge d'accès au droit aux allocations pour le régime de crédit-temps de fin de carrière (« *emplois de fin de carrière* ») est porté à 55 ans en cas de réduction du temps de travail d'1/5 et en cas de réduction à mi-temps (pour la période 2021-2022).

Cette disposition est d'application moyennant le respect des conditions prévues dans les conventions interprofessionnelles n° 103ter relative au crédit-temps et n° 156 précitée (35 ans de carrière comme travailleur salarié).

Application de la CCT nr 157

Article 3

En application de la convention collective de travail n° 157 du 15 juillet 2021, l'âge d'accès au droit aux allocations pour le régime de crédit-temps de fin de carrière (« *emplois de fin de carrière* ») est porté à 55 ans en cas de réduction du temps de travail d'1/5 et en cas de réduction à mi-temps (pendant le 1^{er} semestre 2023).

Cette disposition est d'application moyennant le respect des conditions prévues dans les conventions interprofessionnelles nr 103ter relative au crédit-temps et nr 157 précitée (35 ans de carrière comme travailleur salarié).

Dispositions finales

Article 4

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et cesse de produire ses effets le 30 juin 2023.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.